

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 21/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BMI Production France (ex-MONIER)**

23-25 av. du Dr Lannelongue  
ZAC François Ory  
75014 Paris 14<sup>e</sup> arrond.

Références : D-0340-AIX-2024  
Code AIOT : 0006403649

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2023 dans l'établissement MONIER implanté 172 Chemin de Saint-Louis au Rove 13016 MARSEILLE 16. L'inspection a été annoncée le 25/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BMI Production France
- 172 Chemin de Saint-Louis au Rove 13016 MARSEILLE 16
- Code AIOT : 0006403649
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BMI Production France (ex-MONIER) exploite une installation de fabrication de produits céramiques et réfractaires.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2022-228 MD du 05/8/2022, qui prévoit :

*L'exploitant met en œuvre un dispositif technique pérenne permettant la réduction complémentaire des émissions de poussières au point n°1 et garantissant le respect de l'objectif fixé à l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2021-52 PC du 02/04/2021.*

*Les travaux pour un dispositif de type lavage de roue pour les camions ou toute autre solution avec un niveau de performance équivalent, sont réalisés et terminés au plus tard à la fin du premier trimestre 2023.*

*L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, les éléments techniques et financiers de la solution retenue (bon de commande validé, planning de réalisation, ...) avant la fin de l'année 2022.*

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Émissions de poussières/respect de l'objectif	AP de Mise en Demeure du 05/08/2022, article 2	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2022-228 MD du 05/8/2022, suite à la modification du plan de surveillance, plus cohérent avec les attendus réglementaires et la configuration du site, est considéré comme respecté.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Émissions de poussières/respect de l'objectif**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 05/08/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en œuvre un dispositif technique pérenne permettant la réduction complémentaire des émissions de poussières au point n°1 et garantissant le respect de l'objectif fixé à l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2021-52 PC du 02/04/2021. Les travaux pour un dispositif de type lavage de roue pour les camions ou toute autre solution avec un niveau de performance équivalent, sont réalisés et terminés au plus tard à la fin du premier trimestre 2023. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, les éléments techniques et financiers de la solution retenue (bon de commande validé, planning de réalisation, ...) avant la fin de l'année 2022.

### Constats :

Suite à l'inspection, l'IIC a reçu le 15/02/2024 une mise à jour du plan de surveillance des émissions de poussières de l'usine (document daté de février 2024, établi par le bureau d'étude Géoenvironnement).

Le réseau de surveillance des retombées de poussières a été complètement revu, en référence à l'arrêté ministériel du 22/9/1994 relatif aux carrières, modifié en 2018. Ce plan a repositionné les stations de mesures, désormais au nombre de cinq :

- le point n°1 objet de la mise en demeure, situé initialement **en limite de site** (à l'époque de la méthodologie de mesure des poussières par plaquettes) en bordure de la voie ferrée (en face du bâtiment d'accueil) a été supprimé ;
- l'ancien point de mesure n°9 correspond désormais à l'emplacement de la (seule) jauge de type b, au niveau des premières habitations (habitation la plus proche sous les vents dominants), en limite sud du site (« *Entrée site – zone de stockage à droite avant le tunnel* »).

Le nouveau réseau de surveillance des retombées de poussières est désormais considéré comme répondant mieux à l'esprit de la réglementation et à la configuration du site. En effet, la jauge de type b, à laquelle sont associés les objectifs en matière d'empoussièrement (350 mg/m<sup>2</sup>/j), est définie en fonction des 1ères habitations sous les vents dominants.

Par ailleurs, depuis la mise en demeure du 05/08/2022, l'exploitant a mis en oeuvre des mesures de prévention des émissions de poussière, notamment le déplacement en 2022 du stock d'argile "Pinell" (matériau pulvérulent/fin) initialement situé dans l'axe des vents dominants.

Le nettoyage des voies de circulation a également été amélioré.

Les derniers résultats observés à l'emplacement de la jauge de type b (point 9) sont les suivants :

- à l'issue de la campagne du 11/12/2023 au 15/01/2024 : **231 mg/m<sup>2</sup>/jour** (en moy. annuelle glissante)
- à l'issue de la campagne d'automne 2023 : 121,5 mg/m<sup>2</sup>/j
- campagne été 2023 : 110,2 mg/m<sup>2</sup>/j
- printemps 2023 : 140,2 mg/m<sup>2</sup>/j.

L'objectif de 350 mg/m<sup>2</sup>/j (art. 6.1 de l'APC du 02/4/2021) est respecté.

**La mise en demeure est donc considérée comme satisfaite.**

**Type de suites proposées :** Sans suite